

Avis voté en plénière du 12 juin 2018

Mieux investir pour la France – Rapport annuel sur l'état de la France en 2018

Déclaration du groupe des Personnalités qualifiées

Frédéric Boccara : « Le Rapport de cette année sur l'état de la France propose de « mieux investir pour la France ».

Il propose d'accroître l'investissement matériel et immatériel, mais nous dit qu'il n'y a pas de sous-investissement. Il insiste sur la nécessité de l'investissement public, mais tout de suite dès sa deuxième recommandation la « discipline budgétaire » est mise en avant.

Il propose une « sélectivité » accrue, mais au sens d'être plus restrictif, plus malthusien, pas d'une tout autre sélectivité. Il mentionne la notion d'efficacité de l'investissement, après d'ailleurs mon insistance, mais pour souligner la rentabilité financière nécessaire des capitaux privés.

Alors est-on devant un patchwork ?

De fait, le Rapport reprend certaines préconisations votées ici en plénière, mais pas d'autres. Par exemple pas celles, pourtant nombreuses sur la finance, sur la réorientation du système financier et des banques pour qu'il puisse appuyer vraiment un développement sain, économique, environnemental et social.

Il y a des choses intéressantes, comme sur les salaires des chercheurs, ou de reconnaître le besoin d'élargir la notion d'investissement à certaines dépenses publiques, sur mon insistance de 3 ans ; mais, soit dit en passant, pourquoi alors ne pas prendre la notion de dépenses de développement, portée dans un avis voté ici sur les TPE/PME) ?

Il porte certaines critiques justifiées, par exemple que certaines dépenses publiques doivent être mises en-dehors du critère des 3 % de Pib, devenu d'ailleurs 1 % depuis le Pacte de stabilité.

Mais il y a un sens d'ensemble et une sous-estimation de la profonde gravité de la situation actuelle ... et des nuées qui s'amoncellent juste devant nous !

Le sens d'ensemble, c'est « faisons mieux, ce qui a été tenté, améliorons », bref accompagner l'existant avec quelques correctifs.

Or, comme on dit couramment, cela ne fait pas la maille !

C'est pourquoi je voterai contre ce Rapport, tout en reconnaissant des avancées.

Entendons-nous bien. On va me dire : « mais il faut trouver des compromis ! »

Tout à fait d'accord. 100 pour cent d'accord. Mais compromis n'est pas collage, ni patchwork.

Il faut des compromis viables pour avancer. Et donc qui soient à la hauteur. À la hauteur de la gravité de la situation et des défis posés. Le G7 de ce week-end ne fait que renforcer cette exigence !

Pour prendre une image, on nous propose d'améliorer les cadrans du navire, voire de mettre un ou deux cadrans de plus. Mais il y a des voies d'eau très graves dans le bateau — j'entends la fuite financière vers les États-Unis et la spéculation, le délitement de l'emploi, le délitement de l'égalité territoriale et sociale, une croissance qui quand elle repart accroît les émissions de CO2 et l'artificialisation des sols.

Donc des voies d'eau très graves... et qui vont s'élargir demain, peut-être brusquement ! Avec les taux d'intérêt et la guerre financière mondiale. Ce n'est donc pas de cadran qu'il faut parler mais d'énergie à réorienter, de matériau pour combler des brèches, besoin de carburant, et de créer des canalisations tout autres.

Cela concerne au premier chef l'argent et les capacités humaines créatrices.

Or ce sont les deux grands absents: la sécurisation de l'emploi, et la réorientation de la finance, depuis la maîtrise des taux d'intérêt jusqu'aux euros créés par la BCE.

Cela renvoie à la responsabilisation des entreprises et des banques, et à des monopoles de pouvoirs qu'il faudra bien dépasser.

La crise qui vient va faire saillir comme jamais une sorte d'antagonisme entre l'accumulation financière et le nouveau type de dépenses qu'il faudrait.

Il nous appartenait d'alerter, d'être vigie et d'indiquer des leviers pour cela. Je pense qu'une occasion a été ici manquée. »

Jean Grosset : « Monsieur le président, mesdames les rapporteuses, chers collègues, plusieurs d'entre vous, à cette tribune, ont indiqué l'importance de ce projet d'avis, notamment dans le travail que réalise notre assemblée.

À travers ce projet d'avis, je crois que vous avez réussi. Quand on regarde l'état de la France, nous pouvons tous partager le même point de vue. Quand il s'agit de préconisations, nous savons tous que les points de vue sont différents dans cette assemblée. Après, quel est l'axe ? Avons-nous un axe de compromis entre nous et celui-ci permet-il de faire avancer l'ensemble de notre assemblée, mais aussi de se rendre auprès des pouvoirs publics pour insister sur ce qui nous paraît essentiel ?

Dans votre projet d'avis, je relève quatre grandes questions qui permettent un compromis de points de vue différents. Vous avez rappelé à juste titre l'importance des principaux enjeux que sont la transition énergétique et écologique, la révolution numérique et la nécessité de lutter contre le chômage. Vous avez également considéré, en termes diplomatiques, que le plan d'investissement d'avenir est insuffisant. C'est une bonne discussion à avoir avec le gouvernement. Vous avez souligné qu'en matière de R&D, la situation précaire des doctorants illustre le peu de cas que l'on fait de la R&D. Vous insistez sur la nécessité de renouer avec une véritable politique industrielle, et vous prenez la précaution oratoire de parler de « la définition d'une véritable politique et stratégique industrielle co-construite par l'État, les entreprises et les partenaires sociaux ».

Enfin, dans l'actualité, vous prenez une position très claire de compromis sur le fait qu'il ne faut pas baisser la garde sur les aides sociales. Alors que le débat est lancé dans toute la France et qu'il est porté par bon nombre de vos organisations et qu'une réflexion va être lancée en juillet sur cette question des aides, le projet d'avis a le courage, dans une situation de compromis, de prendre position pour que l'on garde ces aides.

C'est la raison pour laquelle je pense que c'est un bon projet d'avis, un projet d'avis de progrès qui permet d'entraîner l'ensemble du CESE. Ce compromis équilibré doit être porté non seulement au Premier Ministre, mais dans la réforme que nous proposons, il faut une réflexion sur l'intérêt du projet d'avis sur l'état de la France. Faisons-nous notre devoir ou avons-nous une activité concrète d'utilité publique permettant d'intervenir avant le projet de loi de finances ?

Pour toutes ces raisons, je crois que vous avez rempli l'objectif. Je salue votre travail qui a été fait par la section. Je voterai ce projet d'avis. »